2000-2001

PROFIL FINANCIER DU QUÉBEC

Québec

101-01297/

2000-2001

PROFIL FINANCIER DU QUÉBEC

Le Québec

Une économie diversifiée et innovatrice

Une économie compétitive

Une économie en croissance

Une situation budgétaire équilibrée

Un régime concurrentiel, très favorable aux investissements

Une gestion dynamique du financement et de la dette

Les cotes de crédit

Québec
Ministère des Finances

PROFIL FINANCIER DU QUÉBEC
est produit par le
Service des relations avec les agents financiers
Ministère des Finances
12, rue St-Louis, bureau 2.25
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : (418) 646-4285
Télécopieur : (418) 643-4700
Courriel : sraf@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca

ISBN 2-550-36516-X
ISSN 1185-6637
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2000
Date de publication: octobre 2000

[redacted]uébec

- Il y a 100 millions de consommateurs dans un rayon de 1 000 kilomètres du Québec.
- Un accès privilégié à un marché de 400 millions de consommateurs grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain.
- Avec une population de 7,4 millions d'habitants, le Québec constitue la deuxième province du Canada en importance.
- Avec un produit intérieur brut de plus de 200 milliards de dollars canadiens, le Québec se classe parmi les 20 premiers pays industrialisés de l'OCDE.
- La taille de l'économie du Québec se compare à celle de la Suisse et de la Suède.
- Le PIB per capita du Québec se compare à celui de la Belgique et du Japon, et surpasse celui de l'Allemagne et du Royaume-Uni.
- Le PIB per capita du Québec est supérieur de près de 10 % à la moyenne de celui des pays de l'OCDE et de l'Union européenne.

[redacted]économie diversifiée et innovatrice

Des ressources naturelles abondantes

- Les ressources naturelles du Québec occupent une place importante à l'échelle mondiale.
- Mines :
  - le Québec est parmi les dix principaux producteurs miniers au monde.
- Aluminium :
  - le Québec est le quatrième producteur mondial;
    - Alcan est le deuxième producteur au monde.
  - le Québec est premier sur une base per capita.
- Magnésium :
  - le Québec est le troisième producteur mondial.
- Papier journal :
  - 59 % du papier journal consommé dans le nord-est des États-Unis provient du Québec.
- Électricité :
  - une production importante à des coûts parmi les plus faibles en Amérique du Nord;
  - le potentiel du Québec demeure considérable.

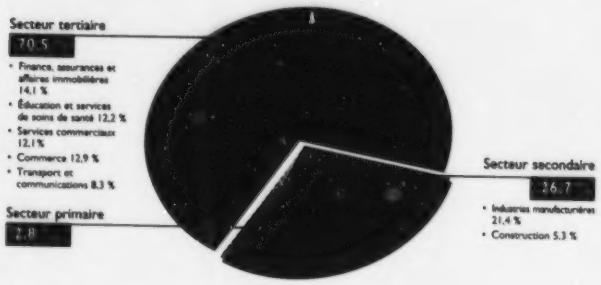
Un secteur des services dominant

- Le secteur des services occupe une place prépondérante avec 70 % du PIB.
  - Cela reflète notamment l'importance des télécommunications et des entreprises de services-conseils.

Une économie de plus en plus orientée vers la haute technologie

- L'importance des industries de savoir élevé est passée de 18 % du PIB en 1983 à 24 % en 2000.

Répartition du PIB réel par grand secteur - 2000



Source : Institut de la statistique du Québec

Importance accrue des industries de savoir élevé
(en pourcentage du PIB réel du secteur privé)

(1) Moyenne de janvier à mai.
Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

- Dans les secteurs de la haute technologie tels que les technologies de l'information, l'aérospatiale et la pharmaceutique, les entreprises du Québec connaissent un franc succès sur les marchés internationaux.

Les technologies de l'information

- Environ 4 000 entreprises, dont une centaine de multinationales; près de 100 000 emplois.
- 90 % de la production de biens est exportée sur les marchés internationaux.
- L'innovation : une priorité.
  - Les investissements en R-D ont enregistré une croissance de 44 % entre 1991 et 1997.
- CGI : la cinquième firme d'Amérique du Nord en technologies de l'information.

L'aérospatiale

- Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie et l'Espagne.
- 55 % de la production et 70 % de la R-D canadienne; 40 000 emplois.
- Montréal, la seule région au monde où l'on peut obtenir dans un rayon de 30 kilomètres la plupart des composantes nécessaires à la fabrication d'un avion.
- Bombardier : troisième avionneur civil au monde.
- CAE Électronique : premier constructeur mondial de simulateurs de vol.

L'industrie pharmaceutique

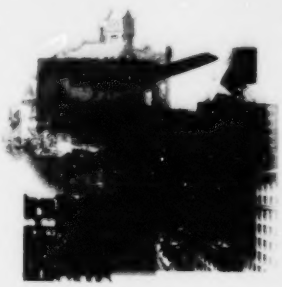
- Des investissements qui représentent 44 % de la R-D canadienne.
- 80 % des revenus des entreprises de recherche clinique proviennent de contrats avec des entreprises américaines.

De nombreux leaders mondiaux ont choisi le Québec

Les technologies de l'information

- CGI
- Nortel Networks
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- Microcell
- SR Telecom
- EMS Technologies
- SHL Systemhouse
- DMR
- LGS

L'aérospatiale



- Bombardier Aéronautique
- CAE Électronique
- Pratt & Whitney Canada
- Rolls-Royce Canada
- Bell Helicopter Textron
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin
- Systèmes BAE Canada

L'industrie pharmaceutique

- BioChem Pharma
- Novartis Pharma
- Bristol-Myers Squibb
- Merck Frosst
- Pfizer
- Aventis
- Wyeth-Ayerst
- Abbott Laboratories
- Roche Diagnostics
- AstraZeneca
- Anapharm

Une économie diversifiée et innovatrice

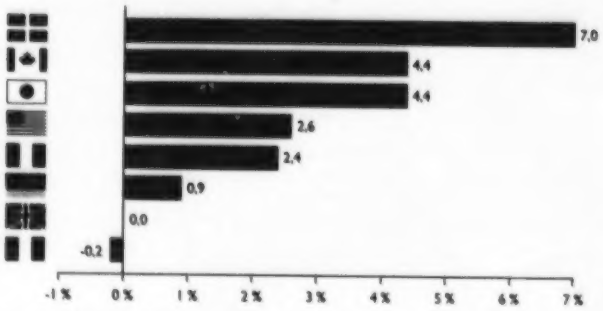
Une économie qui se démarque par sa créativité

- Le Québec devance tous les pays du G-7 quant à la croissance des dépenses en R-D des entreprises.
- Le nombre d'entreprises qui réalisent des activités de R-D a plus que doublé depuis 1990.
- La part des dépenses en R-D dans le PIB atteint maintenant plus de 2 %, comparativement à 1,6 % au Canada.

Montréal est un pôle technologique dynamique

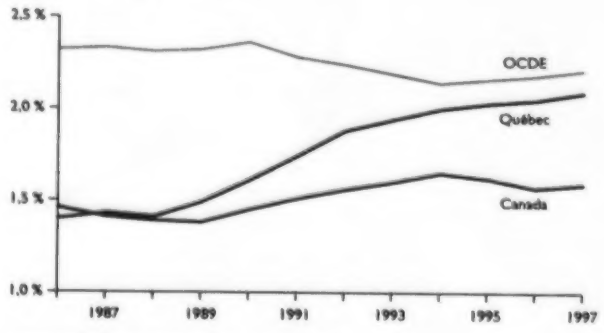
- Une masse critique d'entreprises dans les secteurs de la haute technologie :
  - Montréal est parmi les dix plus grandes métropoles nord-américaines pour le nombre de grandes entreprises dans les secteurs de pointe;
  - la métropole possède une infrastructure de télécommunications parmi les plus avancées au monde.
- Un accès aux capitaux plus facile, pour les entreprises de haute technologie, par l'implantation de NASDAQ à Montréal.
- Des ressources scientifiques et technologiques de premier plan :
  - quatre universités, 450 centres de recherche privés et publics;
  - une société Innovatech contribuant à accroître la capacité d'innovation et le développement industriel.
- Une main-d'œuvre de très grande qualité :
  - 80 % de la main-d'œuvre possède un diplôme d'études secondaires et plus de 20 % un diplôme universitaire;
  - on décerne plus de diplômes universitaires par habitant au Québec qu'aux États-Unis, en France ou au Japon;
  - une population bilingue à plus de 50 % et dont le cinquième parle une troisième langue.
- La revue américaine Wired (juillet 2000) classe Montréal au 5e rang mondial des plaques tournantes des nouvelles technologies, à égalité avec New York et Seattle, et devant Los Angeles, Paris et Tokyo.

Dépenses réelles en R-D des entreprises
(taux de croissance moyen 1986-1997)



Sources : OCDE et Statistique Canada pour le Québec et le Canada.

Dépenses en R-D
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

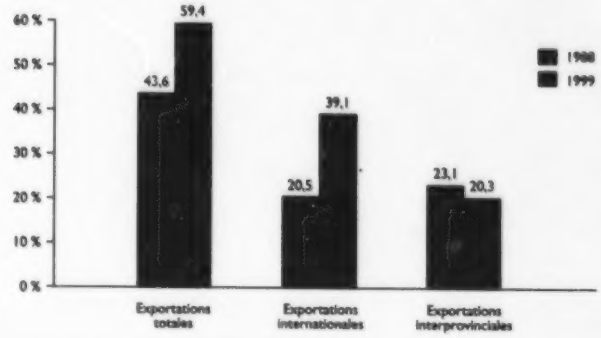
Une économie ouverte et très intégrée au marché nord-américain

- Avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a accès à un vaste marché :
  - en 1988, avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations du Québec représentaient 44 % du PIB;
  - aujourd'hui, elles comptent pour 59 % du PIB :
    - une performance supérieure à celle des pays de l'OCDE.
- Depuis 1988, les exportations internationales de marchandises ont augmenté de 169 %.
  - Environ 85 % est destiné aux États-Unis.
- Le Québec est maintenant :
  - le septième exportateur sur le marché américain devant Taïwan, la Corée du Sud et la France;
  - le cinquième marché d'exportation des États-Unis devant l'Allemagne, la Corée du Sud, les Pays-Bas et Taïwan.

Des exportations à haute valeur ajoutée

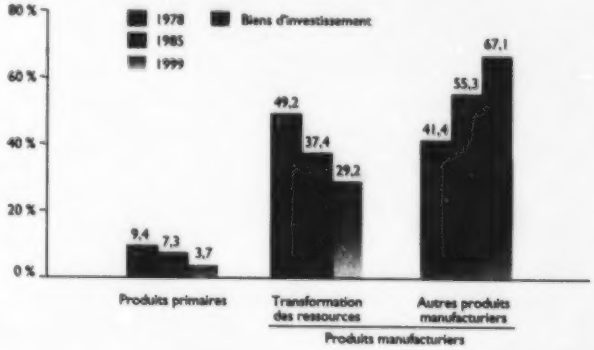
- Les exportations internationales du Québec reflètent sa structure industrielle diversifiée où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus grande.
- Plus du tiers des exportations de marchandises sont constituées de biens d'investissement.
  - La part des biens d'investissement a plus que doublé : de 15 % en 1978 à 37 % en 1999.
- La croissance des exportations internationales de marchandises provient principalement de biens d'investissement :
  - matériel de télécommunication : 498 %;
  - avions et pièces : 364 %;
  - matériel de transport : 291 %.

Exportations totales et internationales
(en pourcentage du PIB)



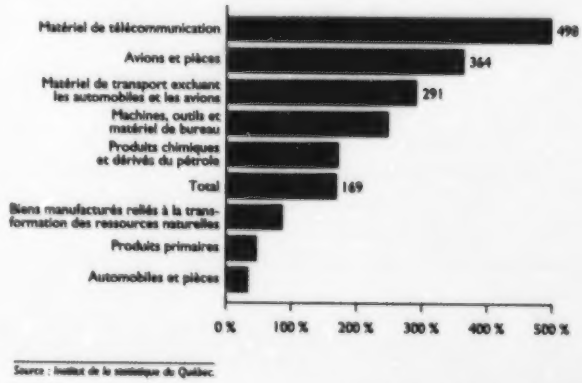
Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

Exportations internationales de marchandises
Évolution de la structure



Source : Institut de la statistique du Québec

Croissance cumulative des exportations de marchandises – 1988-1999



Source : Institut de la statistique du Québec

[redacted]économie compétitive

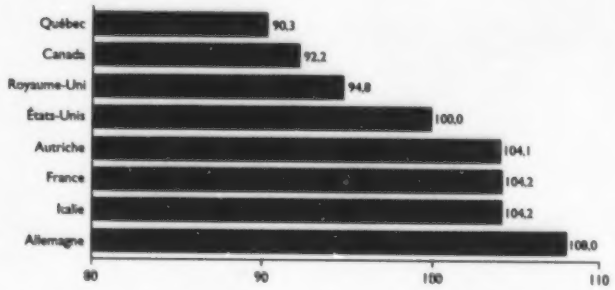
Coûts d'implantation et d'exploitation hautement concurrentiels

- Selon une étude de KPMG (1999) :
  - le Québec offre des coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises parmi les plus faibles au monde;
  - c'est à Montréal que ces coûts sont les plus bas comparativement aux autres grandes villes d'Amérique du Nord.

Coûts unitaires de main-d'oeuvre

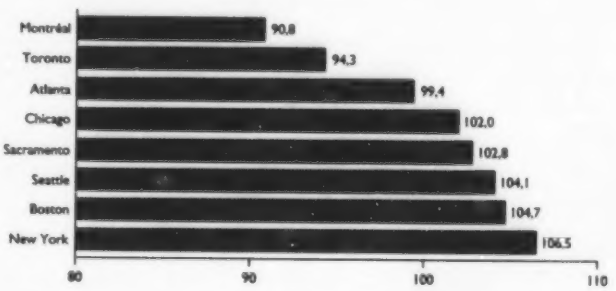
- La position concurrentielle de l'économie du Québec s'est améliorée considérablement depuis 1989 :
  - les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont crû de 11 % de moins au Québec qu'aux États-Unis pendant cette période;
  - cet avantage atteint environ 33 % lorsque l'on tient compte de l'évolution du dollar canadien.

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises *(États-Unis = 100)*[1]



(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans le pays concerné sont faibles.
Source : *KPMG (1999).*

Indice de compétitivité de grandes villes d'Amérique du Nord *(États-Unis = 100)*[1]



(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans la ville concernée sont faibles.
Source : *KPMG (1999).*

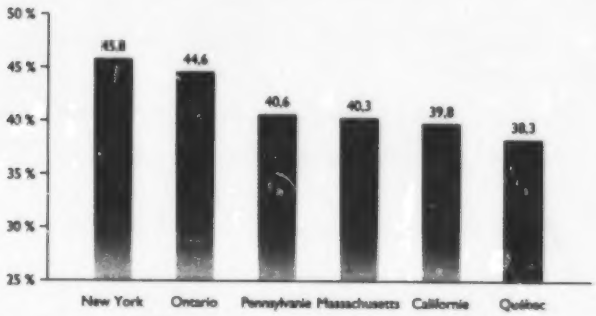
Rapport des coûts unitaires de main-d'œuvre Québec/États-Unis *(en dollars US)*
(1989 = 1)

Sources : ministère des Finances du Québec, Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Data Resources Inc.

Un régime fiscal favorable à la croissance économique

- Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal compétitif comparativement à l'Ontario et aux États américains environnants :
  - selon les études de KPMG (1999) et de Price Waterhouse (1997), le Québec se démarque nettement à cet égard.
- Les taux d'imposition des profits des entreprises au Québec sont parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- La quasi-totalité des entreprises peuvent bénéficier du remboursement de la taxe de vente du Québec sur tous leurs achats.
- Le régime fiscal du Québec se révèle clairement favorable aux entreprises rentables qui investissent dans l'accroissement de leur capacité productive et l'amélioration de leur technologie.
  - D'après une étude du Conference Board du Canada (1999), le Québec offre le traitement fiscal le plus avantageux quant aux dépenses en R-D pour une grande entreprise.

Taux d'imposition combinés[1] sur le revenu des sociétés – au 1er juillet 1998



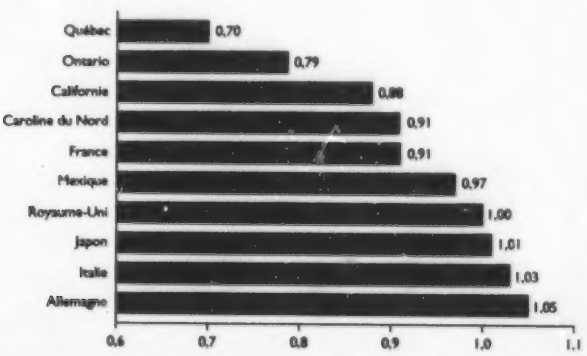
(1) Taux d'imposition maximums applicables sur le revenu actif des sociétés par l'ensemble des divers paliers de gouvernement.
Source : KPMG (1999).

Indice de compétitivité des structures fiscales *(Québec = 100)*[1]

	Petite entreprise	Grande entreprise
Québec	**100**	**100**
Ontario	101	99
Massachusetts	126	130
Michigan	122	127
New York	133	133
Pennsylvanie	120	124

(1) Un indice supérieur à 100 indique que la structure fiscale en vigueur dans la juridiction concernée est moins compétitive que celle du Québec.
Source : Price Waterhouse – ministère des Finances du Québec (1997).

Indice de compétitivité du traitement fiscal d'une dépense en R-D – 1998[1]



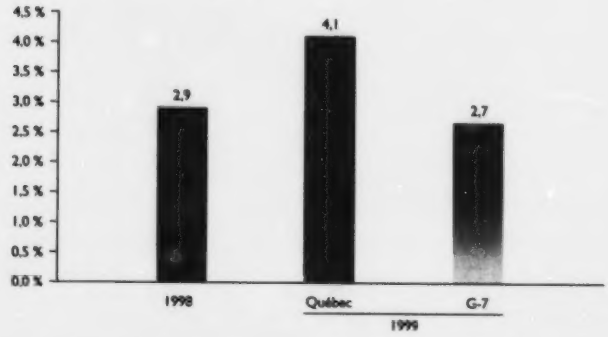
(1) Revenu minimum où la dépense en R-D devient rentable pour une grande entreprise.
Source : d'après une étude du Conference Board du Canada (novembre 1999).

Une économie en croissance

Une croissance vigoureuse et créatrice d'emplois

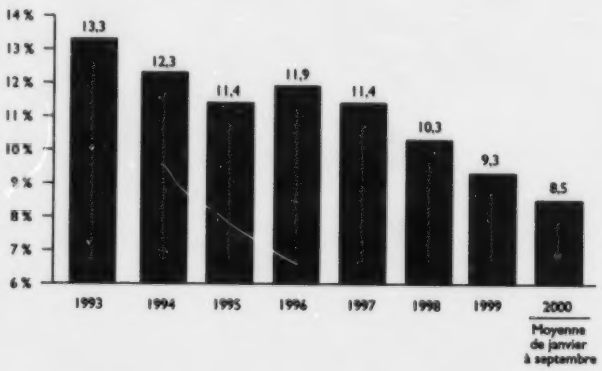
- En 1999, le Québec a connu une autre excellente performance économique.
- La croissance économique s'est établie à 4,1 % :
  - 1,2 point de pourcentage de plus qu'en 1998 (2,9 %);
  - 1,4 point de pourcentage de plus que le G-7.
- L'économie du Québec a pu compter sur une croissance soutenue de la demande intérieure (4,3 %) et sur une forte demande internationale :
  - hausse de 10,2 % du volume des exportations internationales de marchandises.
- Grâce à cette performance, le marché du travail a été dynamique :
  - près de 76 000 nouveaux emplois créés :
    - pour une deuxième année de suite, un niveau inégalé depuis 1987;
  - le taux de chômage moyen a diminué à 9,3 % en 1999 :
    - en décembre, il s'est même situé à 8,1 %;
    - le plus bas niveau depuis 1976.

Produit intérieur brut réel – Québec et G-7
(variation en pourcentage, dollars constants de 1992)



Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances du Québec et Data stream.

Taux de chômage
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Les conditions économiques demeurent favorables à la poursuite de la croissance

- Croissance économique soutenue aux États-Unis.
- Assainissement des finances publiques.
- Diminution du fardeau fiscal.
- Inflation faible.
- Taux d'intérêt relativement bas.
- Taux de change favorable et compétitivité accrue.

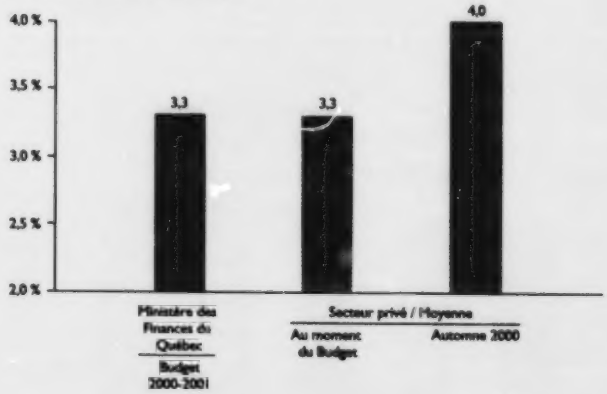
Taux d'intérêt de long terme – Canada
(en pourcentage)

Source : Banque du Canada

Prévisions économiques pour 2000

- Le secteur privé prévoit actuellement une croissance économique de 4,0 %, en moyenne, en 2000.
- La prévision de croissance économique qui a servi au Budget 2000-2001 est de 3,3 % en 2000 :
  - équivalent à ce que prévoyait en moyenne le secteur privé au moment du Budget.

Croissance économique au Québec en 2000
Comparaison avec le secteur privé
(variation en pourcentage)

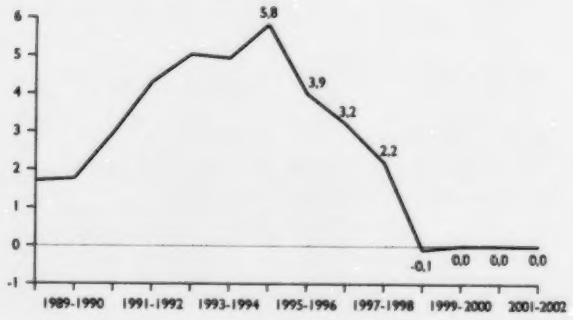


[redacted]situation budgétaire équilibrée

L'équilibre budgétaire est maintenu

- Équilibre budgétaire depuis 1998-1999.
- La bonne performance économique a entraîné des excédents par rapport aux prévisions du Budget de mars 1999. Ces excédents ont été principalement utilisés pour :
  - réduire l'impôt des particuliers plus rapidement et de façon plus importante que prévu;
  - soutenir la transformation de l'économie pour créer encore plus d'emplois;
  - accroître les ressources allouées à la santé et à l'éducation.

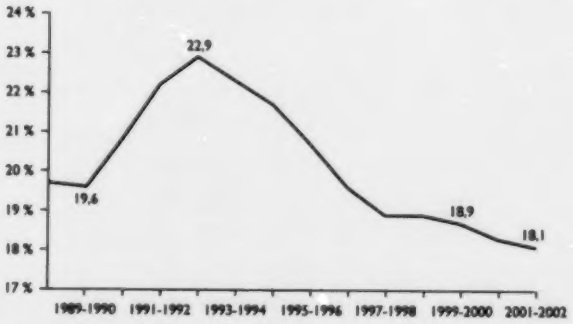
Déficit budgétaire
(en milliards de dollars)



Contrôle des dépenses de programmes

- Le succès du plan d'élimination du déficit a reposé sur des réductions importantes des dépenses de programmes :
  - le ratio des dépenses de programmes dans le PIB a considérablement diminué, passant de :
    - 22,9 % en 1992-1993; à
    - 18,9 % en 1999-2000;
  - il va continuer à diminuer pour se situer à 18,1 % en 2001-2002 :
    - le plus bas niveau depuis 1970-1971.

Dépenses de programmes[1]
(en pourcentage du PIB)



(1) Exclusion en 1998-1999 des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars.

Déficit budgétaire prévu et réalisé
(en millions de dollars)

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Déficit prévu	3 975	3 275	2 200	1 200	0
Déficit (surplus) réalisé	3 949	3 215	2 159	-131	-30

Gestion rigoureuse des finances publiques

Loi anti-déficit

- Tel qu'exigé par la *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire*, aucun déficit budgétaire pour les années à venir.

Des orientations financières qui favorisent :

- Une économie plus forte et plus compétitive.
- Des investissements dans les secteurs clés de l'économie.
- Une baisse importante du fardeau fiscal des particuliers.
- Un secteur public plus efficace.

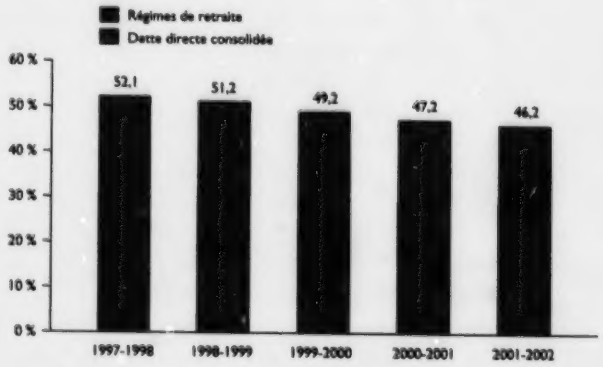
Baisse du taux d'endettement

- Le maintien de l'équilibre budgétaire permet de réduire le poids de la dette dans l'économie :
  - le ratio de la dette directe consolidée en pourcentage du PIB passera de :
    - 30,5 % en 1997-1998; à
    - 28,8 % en 2001-2002.
  - en incluant les engagements à l'égard des régimes de retraite des employés du secteur public, la dette totale par rapport au PIB diminuera de :
    - 52,1 % en 1997-1998; à
    - 46,2 % en 2001-2002.

Sommaire des opérations financières
(en millions de dollars)

	99-2000	2000-01	2001-02
Revenus budgétaires			
Revenus autonomes	41 015	41 247	41 479
Transferts fédéraux	6 352	7 306	7 827
	47 367	**48 553**	**49 306**
Dépenses budgétaires			
Dépenses d'opérations	-39 965	-41 003	-41 831
Service de la dette	-7 372	-7 550	-7 475
	-47 337	**-48 553**	**-49 306**
Surplus budgétaire	**30**	**0**	**0**
Excédent non budgétaire	724	-474	77
Surplus financiers nets	**754**	**-474**	**77**

Dette totale consolidée du gouvernement
(en pourcentage du PIB)



Un régime concurrentiel, très favorable aux investissements

Outils concrets pour favoriser le développement économique

- Plusieurs organismes associés au gouvernement s'avèrent d'excellents outils pour favoriser la création d'emplois et l'accroissement de l'investissement.

Investissement Québec

- Guichet unique pour l'accueil des investisseurs.
- Aide financière pour les projets axés sur l'innovation et l'exportation :
  - des projets totalisant plus de 3 milliards de dollars d'investissements au cours de la dernière année;
  - création de plus de 19 000 emplois permanents.
- Pour chaque dollar de coût, les projets soutenus par Investissement-Québec ont généré 3,78 $ de bénéfice.
- Au cours de la dernière année, les entreprises associées à Investissement-Québec ont enregistré une hausse de 129 % de leur bénéfice.
- Investissement-Québec gère le programme Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE) qui offre une aide adaptée aux besoins de chaque investisseur :
  - financement, partage des coûts et garanties de prêts.

BDNE Bureau de développement de la nouvelle économie

- Offre aux entreprises de haute technologie un accès simple et rapide aux programmes fiscaux qui leur sont réservés.
- Parmi les mesures sous la responsabilité du BDNE, celles relatives à la Cité du multimédia et aux Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) connaissent un franc succès :
  - Cité du multimédia : concentration de plus de 8 000 emplois.
  - CDTI : près de 300 entreprises ont manifesté leur intérêt pour réaliser un projet.

SGF

- Partenaire de choix pour la réalisation et la rentabilisation de projets industriels.
- Rendement annuel moyen de 15 % de la Société générale de financement du Québec (SGF) sur cinq ans.
- Total des actifs de la SGF, de ses filiales et de ses sociétés affiliées : 10 milliards de dollars.
- Une quarantaine de partenaires étrangers.

CFI MONTRÉAL

- CFI Montréal a pour mandat la promotion et la prospection auprès d'institutions financières en vue d'augmenter le volume de transactions financières internationales effectuées à Montréal :
  - 80 centres accrédités, une augmentation de 75 % depuis 1998.
- Les revenus tirés des transactions effectuées à Montréal par les Centres financiers internationaux (CFI) sont exempts d'impôt, de taxe sur le capital et de taxe sur la masse salariale du Québec.
- Des exemptions d'impôt sont également accordées au personnel des CFI.

Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

- Située à l'aéroport international de Montréal - Mirabel.
- Assistance à l'implantation de projets axés sur le commerce international :
  - logistique internationale;
  - maintenance, réparation et fabrication d'aéronefs et de matériel s'y rattachant;
  - fabrication légère.
- Aide financière à l'investissement, exemption d'impôt sur le revenu, de taxes sur les salaires et le capital du Québec, et crédits d'impôt à l'emploi.

Mesures du Budget 2000-2001 pour appuyer l'investissement

- Exemption fiscale complète de dix ans pour tous les projets majeurs d'investissement.
- Prolongation jusqu'en 2005 de l'amortissement accéléré de 125 % et du congé de taxe sur le capital de deux ans pour les investissements manufacturiers, le matériel informatique et le transfert de technologie.
- Investissement-Québec :
  - bonification de l'enveloppe d'engagements du programme FAIRE;
  - création d'un programme de financement des petites entreprises.
- Crédits d'impôt et amortissement accéléré dans le secteur du commerce électronique.
- Aide à la modernisation des usines de pâtes et papiers.

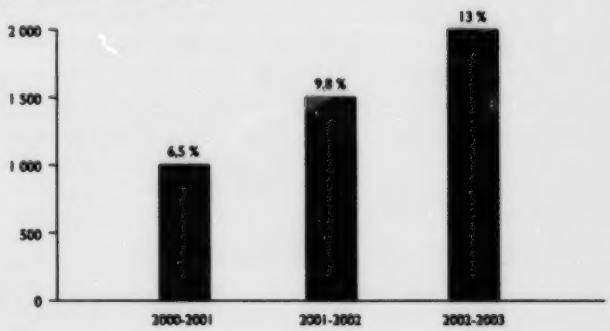
Allégement du fardeau fiscal des particuliers

- Réduction de 4,5 milliards de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers :
  - 1 milliard de dollars en 2000-2001 :
    - 700 millions de dollars de plus que prévu lors du Budget 1999-2000;
    - applicable rétroactivement au 1er janvier 2000.
  - 1,5 milliard de dollars en 2001-2002;
  - 2 milliards de dollars en 2002-2003.
- En moyenne, réduction de l'impôt de 13 %.
- Pleine indexation automatique des tables d'impôt à compter de 2003.
- Le gouvernement va plus loin et plus rapidement que ce qu'il avait annoncé lors du dernier Budget.

De généreuses mesures fiscales favorisant :

— *la recherche et le développement;*
— *les investissements;*
— *les technologies de l'information, le multimédia et le commerce électronique;*
— *la production cinématographique et télévisuelle;*
— *les spécialistes étrangers.*

Réduction de l'impôt des particuliers
(en millions de dollars)



La gestion dynamique du financement et de la dette

Le programme de financement

- En 2000-2001, le programme de financement est estimé à 6,5 milliards de dollars :
  - 3,3 milliards de dollars pour le programme de base;
  - 3,2 milliards de dollars pour le programme optionnel.
- Le programme de base vise à :
  - satisfaire les remboursements d'emprunts venant à échéance;
  - maintenir l'encaisse au niveau désiré.
- En fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés financiers, le programme optionnel permet de réduire les coûts en :
  - remboursant des emprunts par anticipation;
  - contribuant à un Fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
  - réalisant par anticipation des financements avantageux;
  - regroupant, par l'intermédiaire du Fonds de financement, une partie des emprunts à effectuer pour certains organismes du secteur public.

Financement-Québec

- Cette nouvelle société d'État emprunte sur les marchés publics et privés :
  - en son propre nom;
  - avec la garantie du gouvernement;
  - pour prêter principalement aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation (autrefois desservis par le Fonds de financement).
- Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont estimés à 1,2 milliard de dollars en 2000-2001.

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001
Programme de base		
Fonds consolidé du revenu		
– Besoins financiers nets[1]	-826	—
– Remboursements réguliers	5 288	3 854
– Variation de l'encaisse	-2 831	-506
	1 631	3 348
Programme optionnel		
Fonds consolidé du revenu		
– Remboursements optionnels	221	297
– Fonds d'amortissement des régimes de retraite	2 831	1 877
– Financement réalisé par anticipation	506	—
Fonds de financement	1 191	1 000
	4 749	3 174
Total	6 380	6 522

(1) Excluant les besoins financiers nets des organismes consolidés.

Financement-Québec
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001
Programme de financement	944[1]	1 200

(1) Représente des avances de 500 millions de dollars effectuées par le Fonds consolidé du revenu à Financement-Québec ainsi que les prêts de 444 millions de dollars effectués par le Fonds de financement, avant la mise en opérations de Financement-Québec, aux établissements maintenant desservis par cette dernière.

Un financement axé sur la diversification

Les marchés

- Le financement de la dette est effectué sur différents marchés :
  - Canada;
  - États-Unis;
  - Europe;
  - Asie.

Les instruments

- De long terme :
  - obligations négociables;
  - billets à moyen terme;
  - obligations à escompte;
  - produits d'épargne vendus au détail;
  - emprunts privés.
- De court terme :
  - bons du trésor;
  - billets de trésorerie;
  - marges de crédit.

Sources de financement[1]
(en milliards de dollars)

(1) Fonds consolidé du revenu et Fonds de financement.

Instruments financiers disponibles au 31 mars 2000[1]
(en millions de dollars)

	Montant du programme	Encours
Bons du trésor		
- 3 mois	2 600	1 950
- 6 mois	600	450
- 1 an	600	600
Billets de trésorerie au Canada	2 500	—
Billets de trésorerie aux États-Unis[2]	3 000	934
Billets de trésorerie en Europe[2]	500	—
Obligations à escompte	500	72
Billets à moyen terme au Canada	4 000	3 419
Billets à moyen terme aux États-Unis[2]	3 000	1 365
Billets à moyen terme en Europe[2]	10 000	5 795
Marges de crédit syndicataires[2]	3 500	—
Marges de crédit bancaires	1 165	—

(1) Fonds consolidé du revenu et Fonds de financement.
(2) En dollars US.

[redacted]gestion dynamique du financement et de la dette

Minimisation des coûts et des risques à moyen terme

- Coordination des opérations de financement et de gestion de la dette.
- Exposition optimale de la dette aux taux d'intérêt et aux taux de change par l'utilisation de contrats d'échange et de produits dérivés.
- Utilisation d'un portefeuille de référence adapté à la situation du gouvernement.
- Utilisation des instruments financiers les mieux adaptés.

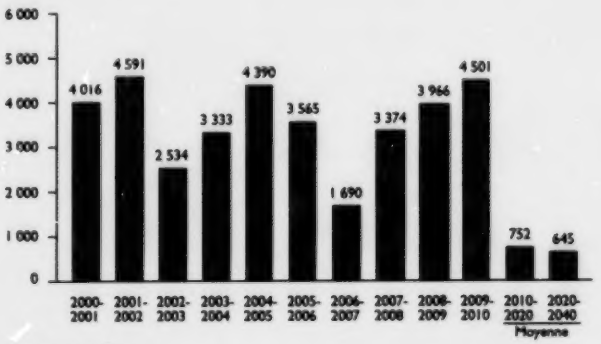
Gestion rigoureuse du service de la dette

- Suivi continu du service de la dette.
- Orientations visant la réduction et le contrôle des coûts.
- Stratégies axées sur la gestion des changes et de la dette à taux flottant.
- Utilisation des produits dérivés adéquats.

Dette directe[1] par type d'instruments
(en pourcentage)

(1) Fonds consolidé du revenu.

Échéancier de la dette directe[1] à long terme au 31 mars 2000
(en millions de dollars)



(1) Fonds consolidé du revenu.

Structure de dette diversifiée

- Les orientations de gestion de la dette sont déterminées en considérant l'ensemble de la dette gérée par le gouvernement et affectant directement ou indirectement ses opérations budgétaires :
  - la proportion en dollars canadiens de la dette directe est de 64,1 %;
    - en incluant les engagements à l'égard des régimes de retraite des employés du secteur public, la proportion de la dette en dollars canadiens s'élève à 78,5 %;
  - la proportion de la dette directe à taux fixe est de 56,5 %.

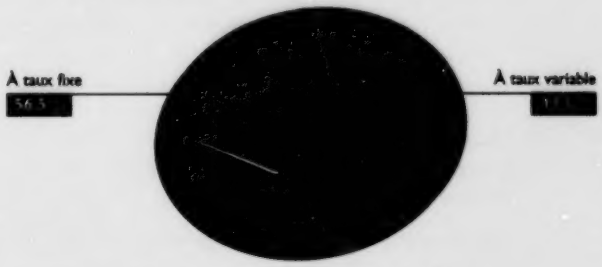
Politique rigoureuse de gestion des risques de contrepartie

- Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de gestion des risques de contrepartie comprenant :
  - l'établissement de limites de crédit explicites pour chacune des contreparties;
  - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
  - l'application de pratiques rigoureuses de gestion du risque de crédit.

Structure de la dette directe[1] au 31 mars 2000 par devise

(1) Fonds consolidé du revenu.

Structure de la dette directe[1] au 31 mars 2000 à taux fixe et à taux variable



(1) Fonds consolidé du revenu.

[redacted]cotes de crédit

- Les agences de crédit identifient plusieurs éléments positifs associés à la cote de crédit du gouvernement du Québec.

- Standard and Poor's reconnaît la gestion rigoureuse des finances publiques de même que la détermination du gouvernement :

  – « Les cotes reflètent [ ] la détermination du gouvernement à maintenir l'équilibre budgétaire à moyen terme, en accord avec la loi anti-déficit ».

  rapport de Standard & Poor's, 17 mars 2000

- Moody's souligne la force et la diversification de l'économie du Québec où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus importante :

  – « Le Québec bénéficie d'un important secteur manufacturier diversifié, qui est supporté par une gamme importante de ressources naturelles ainsi que par le développement des industries de la haute technologie. »

  rapport de Moody's, juillet 2000

- L'augmentation de la cote de crédit du Québec par Dominion Bond Rating Service (DBRS) en juin dernier reflète, entre autres :

  – « l'engagement du gouvernement à atteindre ses objectifs budgétaires »; et

  – « la réduction significative du ratio de la dette en pourcentage du PIB au cours des trois dernière années, de même que l'amélioration supplémentaire anticipée en 2000-2001 ».

  rapport de DBRS, 19 juin 2000

Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A2	positive
Dominion Bond Rating Service[1]	A	stable
Canadian Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	—

(1) Cote augmentée de A (low) à A le 19 juin 2000.